

# **SDAGE 2022 - 2027**

## **Bassin de la Guyane**

Document d'accompagnement n°2

Tarification sur l'eau et récupération des  
coûts

---



## Table des matières

1.	Introduction.....	4
1.1.	Qu'est-ce que la récupération des coûts ?.....	4
1.2.	Quels sont les usages concernés par la tarification et la récupération des coûts ?.....	4
1.3.	Quels sont les services concernés par la tarification et la récupération des coûts ?.....	5
1.4.	Comment les coûts des services sont-ils pris en compte ? .....	5
2.	Analyse économique du prix sur l'eau et de la récupération des coûts sur le bassin.....	7

# 1. Introduction

## 1.1. Qu'est-ce que la récupération des coûts ?

La caractérisation des districts hydrographiques conformément à l'article 5 de la Directive cadre sur l'Eau (DCE) doit s'appuyer sur une analyse économique des usages de l'eau. Les lignes directrices de cette analyse économique sont spécifiées dans l'annexe III de la DCE et précisent que celle-ci doit permettre de prendre en compte le principe de récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau.

L'analyse de la récupération des coûts consiste à examiner dans quelle mesure les paiements des usagers des services d'eau couvrent les dépenses inhérentes à ces services.

La Directive n'impose pas un niveau spécifique de récupération des coûts ; elle laisse une certaine souplesse aux états membres, notamment en donnant la possibilité de tenir compte des impacts sociaux, environnementaux et économiques du recouvrement des coûts.

Concrètement, cette exigence impose de publier les données disponibles sur :

- ⌘ **le financement du secteur de l'eau en précisant notamment les subventions sur fonds publics ou les transferts financiers entre différentes catégories d'usagers ;**
- ⌘ **l'évaluation du taux de couverture des coûts de maintenance et de renouvellement des ouvrages par le prix de l'eau ;**
- ⌘ **le recouvrement des coûts pour la ressource et les coûts environnementaux par l'application du principe pollueur-payeur.**

Le présent document est une synthèse des travaux réalisés dans le cadre de l'étude nationale de récupération des coûts, établie pour chacun des districts.

Avant d'aborder les résultats de l'analyse de récupérations des coûts pour le bassin de Guyane, il est utile de clarifier quelques principes et notions clés en précisant notamment quels usagers et quels services sont concernés par cette analyse, quels coûts sont pris en compte et comment ces coûts sont pris en compte.

## 1.2. Quels sont les usages concernés par la tarification et la récupération des coûts ?

La Directive demande au minimum de distinguer les trois grandes catégories d'usagers que sont les ménages, l'agriculture et les autres activités économiques :

- ⌘ **La catégorie d'usagers "ménages" regroupe les consommateurs d'eau domestique (usagers domestiques). Ils ont recours aux services d'alimentation en eau potable (prélèvement, traitement et distribution) et d'assainissement (collecte et traitement des eaux usées).**
- ⌘ **La catégorie "agriculture" ne concerne que les activités d'irrigation, d'abreuvement du bétail et d'épuration des effluents d'élevage. Les activités agro-alimentaires sont comprises dans la catégorie "industrie".**
- ⌘ **La catégorie "autres activités économiques" inclut toutes les activités de production industrielle classique mais aussi les petites entreprises ou structures qui utilisent les mêmes**

**services et paient la même facture que les usagers domestiques (PME-PMI commerces, artisanat, structures publics...).**

La caractérisation économique ainsi que l'analyse de la récupération des coûts associés à ces usages supposent donc de réunir, de construire ou d'évaluer plusieurs éléments économiques nécessaires à la réalisation de ces calculs.

La mise en évidence des flux de financement doit aussi faire apparaître toutes les subventions publiques en provenance de l'Europe, les collectivités territoriales (conseils régionaux et généraux), et de l'Etat, derrière lesquels on peut identifier un autre type d'utilisateur : le contribuable.

En résumé, l'analyse de la récupération des coûts consiste à mettre à plat les flux économiques entre les trois catégories d'utilisateurs suivantes : les ménages, l'agriculture, et les autres activités économiques.

### **1.3. Quels sont les services concernés par la tarification et la récupération des coûts ?**

L'analyse de la récupération des coûts porte sur les coûts associés aux différents utilisateurs de l'eau évoqués précédemment. Selon l'article 2.38 de la DCE, les "services liés à l'utilisation de l'eau" concernent tous les services qui couvrent les besoins en eau des ménages, des institutions publiques ou d'une activité économique quelconque. En France, les services liés à l'utilisation de l'eau ont été considérés comme étant des utilisations de l'eau (ayant un impact sur l'état des eaux de surface ou souterraines) caractérisées par l'existence d'ouvrages de prélèvement, de stockage ou de rejet (et donc d'un capital fixe). Parmi ces services on peut distinguer :

- ⌘ **Les services collectifs (par exemple, l'utilisateur domestique bénéficie d'un service public avec la distribution d'eau potable) : dans ce cas le bénéficiaire paie un prix (facture d'eau) pour un service fourni par le distributeur d'eau potable. Le bénéficiaire peut être un utilisateur domestique, industriel ou agricole.**
- ⌘ **Les services pour compte propre (par exemple, l'industriel qui traite de façon autonome sa pollution, l'agriculteur qui épand le lisier et/ou le fumier) : dans ce cas il n'y a plus d'intermédiaire entre l'utilisateur qui utilise le service et celui qui en supporte les coûts. Les coûts du service (hors subvention et transfert) sont à la charge de l'utilisateur du service.**

Les autres services identifiés par la directive comme pouvant avoir un impact sur l'état des masses d'eau concernent notamment le stockage, les retenues d'eau pour la navigation et la dérivation des eaux pour la production d'électricité. En Guyane, c'est le cas par exemple de l'aménagement hydroélectrique du PetitSaut sur le fleuve Sinnamary.

### **1.4. Comment les coûts des services sont-ils pris en compte ?**

Les travaux sur la récupération des coûts consistent à mettre en relation les coûts associés aux différentes utilisations (dépenses d'investissement et de fonctionnement) avec le prix payé par les différents utilisateurs, les subventions publiques toutes origines confondues (recettes) et les transferts entre utilisateurs. Sur cette base deux types d'analyse ont été menées :

- ⌘ La description et l'analyse de la tarification en vigueur sur le bassin pour les services collectifs uniquement (distribution d'eau potable, assainissement et épuration, réseaux collectifs d'irrigation...),
- ⌘ L'analyse de la récupération des coûts des services et application du principe pollueur-payeur.

Les principales dépenses de fonctionnement prises en considération dans ce calcul sont :

- ⌘ Les coûts opérationnels de maintenance et d'exploitation (OPE), il s'agit des dépenses de fonctionnement des équipements (ex. dépenses d'énergie, salaires, etc.) et des dépenses d'entretiens,
- ⌘ Les coûts de renouvellement des équipements (dépréciation des équipements suite à leur usure), assimilés à la consommation de capital fixe (CCF).

## 2. Analyse économique du prix sur l'eau et de la récupération des coûts sur le bassin

Cf. Rapport « Récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau sur les bassins métropolitains et d'Outre-Mer – District Guyane – Synthèse » en annexe du présent document.